

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e) (Métro : Pyrénées)

Les grèves s'étendent

Le mouvement

déborde les chefs

C'est ainsi que
les révolutions
commencent

POUR LE PAIN!... LES METALLURGISTES DONNENT L'EXEMPLE

Les difficultés commencent

A l'heure où nous écrivons ces lignes, le mouvement revendicatif bat son plein.

Commencé par les métallos de la région parisienne, il s'est graduellement étendu aux autres industries et gagne la province.

Et c'est la bonne manière qui est employée : la grève sur le tas, l'occupation de l'usine, de l'entreprise jour et nuit, jusqu'à ce que le patronat vienne à composition et cède aux légitimes revendications ouvrières.

On aurait pu penser que quinze années de luttes fratricides, durant lesquelles le prolétariat impuissant avait subi de multiples brimades et de continuelles restrictions sur ses conditions de vie, auraient amoncelé sur ses facultés de révolte et ses aspirations au mieux-être ; mais il a suffi d'une étincelle, d'une lueur d'espoir semée en lui par son unité retrouvée, par les promesses qu'ont prodiguées au cours de la campagne électorale les aspirants au pouvoir, pour transformer le travailleur désabusé en un être assoiffé de justice qui, impatient de voir cesser l'oppression économique et sociale qu'il subit depuis si longtemps, exige des réalisations immédiates et prétend les arracher de haute lutte.

Et déjà les hommes du Front populaire sentent que le grain qu'ils ont semé lorsqu'ils qu'élevaient les suffrages va produire une moisson par trop abondante qui menace de les dépasser. Par les petits moyens habituels, ils tentent de minimiser les revendications et freiner le mouvement qui s'ébauche.

Dirigeants syndicalistes, socialistes et communistes se dépensent avec ardeur pour prêcher le calme, sans succès d'ailleurs, car le mouvement progresse et il suffirait de peu pour que la grève soit générale, et c'est justement ce que craignent les dirigeants du Front populaire qui redoutent d'imposer la bourgeoisie et, par suite, de compromettre la politique de paix sociale du gouvernement Léon Blum.

Cependant, partout où les travailleurs ont engagé la lutte, ils semblent décidés à obtenir des améliorations tangibles, et si le mouvement a gagné en ampleur, c'est parce que les exploités ont vu dans l'occupation permanente du lieu de leur exploitation le moyen par excellence de lier l'ensemble des ouvriers d'une même entreprise à la lutte revendicative. Plus de jaunes ou de renards se dérobant au devoir de classe ou trahissant la cause ouvrière : la cessation du travail est complète et contrôlée sur place par les intéressés.

C'est cette méthode d'action directe qui a inspiré confiance à la classe ouvrière et qui, par les premiers résultats obtenus, a été le meilleur facteur de la généralisation des conflits.

Ce n'est certes pas de gaieté de cœur que les ouvriers tels ceux de chez Lavalette, à Saint-Ouen, qui, depuis près de quinze jours, couchent sur la dure, se sont résolus à employer ce procédé de lutte. Ils savent tous les sacrifices qu'il exige, mais ils constatent également son efficacité dans la bataille qu'ils ont engagée, et c'est pourquoi ils se sont lancés farouchement, avec frénésie, dans le mouvement innové par les métallurgistes.

Les patrons ne contestent d'ailleurs pas la légitimité des revendications présentées et qui portent sur la garantie d'un salaire minimum vital, la diminution du temps de travail, les vacances payées et la reconnaissance du droit syndical et des délégués d'ateliers ; ils se bornent à invoquer leurs difficultés présentes et le caractère législatif de certaines revendications dont l'examen est en instance à la Chambre et au Sénat.

Les travailleurs n'ont pas à se laisser prendre à de tels arguments. Leur rôle est justement de suppléer à la carence parlementaire par leur action de classe s'exerçant directement contre les responsables de tous leurs maux.

Leur rôle est aussi de se dresser contre les politiciens endormeurs qui, comme le député national-communiste Gilton, se refusent à soutenir la lutte pour un « changement radical, à brève échéance de la situation politique et économique », sous prétexte que cette politique, « face à la menace hitlérienne, risquerait de mettre en jeu la sécurité de la France pour laquelle le Front populaire est responsable ».

« Enfin, pour nous les difficultés commencent ! » s'écriait Bracke au dernier Conseil national socialiste, voulant montrer par là que son parti était décidé à les surmonter, quelles qu'elles soient.

Le gouvernement de Front populaire qui va prendre le pouvoir devra, en tout cas, tenir compte de la volonté ouvrière qui s'affirme aujourd'hui et qui montre qu'elle saura, le cas échéant, traduire en actes les promesses dont on a bercé ses espoirs.

PRÉLUDE AU DÉGONFLAGE

« Nous n'allons pas à un gouvernement socialiste mais à un gouvernement qui a pour mission de réaliser strictement le programme du rassemblement populaire. C'est pour quoi nous ne pouvons échouer en ce qui nous concerne. »

(Déclaration de Paul Faure et de Léon Blum, au Congrès de la S.F.I.O. le 31 mai 1936.)

On ne pourra pas dire que, pressé d'aboutir à la composition de son équipe ministérielle, Blum a dû brûler les étapes. Il a eu tout un mois pour peser, mesurer, doser les éléments appelés à constituer cette équipe. Il a eu le loisir de s'entourer de toutes les consultations propres à le guider et à le fixer dans le choix définitif de ses collaborateurs.

Si discret qu'il se soit montré, des listes circulent et, au moment où je rédige cet article, il n'est pas très difficile de prévoir les concours qu'il s'assurera, les noms des ministres et des sous-secrétaires d'Etat qui le seconderont et de pronostiquer le poste qu'occuperont X, Y, et Z.

Mais, n'anticipons pas. Ce qui est dès à présent certain et ce que démontre clairement la prudente lenteur avec laquelle le futur « Premier » s'achemine vers la prise de possession effective du Pouvoir, c'est que Blum, parlementaire expérimenté, homme de clairvoyance et de culture peu communes, a le sentiment des multiples et graves difficultés auxquelles il va se heurter dès les premiers pas.

Ce sentiment l'habite à tel point que, sans attendre l'ouverture des hostilités qu'il s'approprie à l'assailir, il s'entoure d'ores et déjà des précautions élémentaires et devient classique et traditionnelle en matière de stratégie parlementaire.

La première de ces précautions consiste à s'assurer, en cas de défaite ou de recul momentané, le moyen de se replier sur des positions préventivement choisies et, ainsi, d'éviter la débâcle et de réserver l'avenir.

Cette précaution première, le chef de la S.F.I.O. n'a eu garde de la négliger. Aux embarras à qui l'ivresse de la victoire fait perdre le sens des réalités, Léon Blum fait entendre ces sages paroles, que ses amis reprennent en chœur : « Le gouvernement dont je vais être le chef ne sera pas exclusivement composé de membres de notre Parti. »

Il est vrai que des divers Partis politiques qui se sont rassemblés au sein du

Front Populaire, c'est le Parti Socialiste qui complètera, dans la nouvelle Chambre, le plus grand nombre de représentants. C'est cette heureuse circonstance qui vaudra à notre S.F.I.O. l'avantage d'être appelée à présider le prochain Ministère et à le constituer.

« Mais il serait aussi maladroit qu'injuste et déloyal de garder pour nous seuls le bénéfice d'une victoire que nous devons à l'effort concerté et à l'entente fraternelle de tous les groupes, organisations et partis que réunit le Front Populaire. »

Ces propos expriment une vérité dont personne ne peut contester l'exactitude.

C'est pourquoi, s'appuyant sur celle-ci, Blum précise que le Parti Socialiste a son programme, mais qu'il n'est pas celui du Front Populaire. Et il déclare que, en conséquence, le Cabinet de demain, formé des éléments divers qui, rassemblés, composent le Front Populaire, n'a pas pour mission de poursuivre la réalisation du programme socialiste, mais de faire aboutir, au Parlement, celui qui a été élaboré en commun et sur lequel se sont mis d'accord, comme plate-forme électorale, tous les Partis groupés dans le Rassemblement populaire.

De ceux qui sont entrés dans ce vaste rassemblement, les uns trouvent ce programme trop timide et trop étroit, tandis que les autres le jugent trop large et trop hardi ; c'est un fait.

Mais c'est un fait également que les uns et les autres ont collaboré à l'établissement de ce programme et que tous lui ont donné leur adhésion et ont fait le serment de le soutenir.

De ceux qui sont entrés dans ce vaste rassemblement, les uns trouvent ce programme trop timide et trop étroit, tandis que les autres le jugent trop large et trop hardi ; c'est un fait.

Que va-t-il se passer ? Supposons d'abord que le Cabinet qui est à la veille d'entrer en fonctions n'ait qu'une existence éphémère.

Admettons qu'il soit renversé sur la question de la semaine de 40 heures, sur celle des 200 Familles, sur celle de la nationalisation de la fabrication et du commerce des armes, sur celle de la dissolution des ligues factieuses, sur celle de l'abrogation des lois scélérates, sur celle que vous voudrez.

Et rendez-vous compte de la réponse à la fois pertinente et facile que le Parti

Socialiste pourra opposer aux électeurs qui l'ont porté au pouvoir.

Comme il lui sera aisé de riposter que, battu sur l'une de ces revendications qui, pourtant, ne transforment pas le régime, il aurait été renversé dans les vingt-quatre heures, s'il avait commis l'imprudence de saisir le Parlement d'un projet de loi portant directement atteinte aux principes politiques ou économiques qui servent de fondement à la structure sociale !

Supposons à présent que, soucieux avant tout de se maintenir au Gouvernement, ne brusquant rien, reculant sans cesse l'échéance des débats épineux et de fond, le ministère dure.

Ne pressent-on pas la réplique qu'il lui sera commode d'opposer aux travailleurs socialistes, communistes et syndiqués qui lui reprocheront son incapacité ou, pour le moins, son insuffisance ?

Comme il lui sera facile de répondre que, ayant assumé la charge de faire prévaloir le Programme du Rassemblement Populaire, il est lié par cet engagement d'honneur et qu'il est de stricte honnêteté qu'il n'aille pas au-delà des limites tracées par ledit programme !

Ainsi, que son existence soit courte ou longue, qu'il lui soit reproché par les uns d'aller trop vite et trop de l'avant et, pour les autres, d'aller trop lentement et pas assez loin, le ministère Blum aura répondu à tout.

Escamotage fort adroit et fort adroitement exécuté ; mais escamotage, dirait-on ?

Evidemment. Par malheur, toute la vie parlementaire est faite de ces tours de passe-passe que, sous les regards ébahis de la masse émerveillée, ne cessent d'exécuter, avec plus ou moins de talent et de succès, les « illusionnistes » qui parodient sur les tréteaux de la Chambre et du Sénat.

Mais, quelle que soit l'étonnante habileté à laquelle sont parvenus ces prestidigitateurs, le secret de leurs jongleries finira bien par être dévoilé et les badauds mystifiés finiront bien par y voir clair.

Il nous appartient de dénoncer inlassablement les trucs variés de ces artistes à qui vont les cachets élevés que, de gré ou de force, leur octroient la foule des gogos dont nous ne sommes pas et la multitude des contribuables et des assujettis dont, hélas, nous sommes.

SEBASTIEN FAURE

UN ENNEMI DU PROLÉTARIAT :

La confiance en la bourgeoisie

Le parti socialiste va donc faire demain connaissance avec les cadres du capital. Hissé au tremplin gouvernemental sur les épaules de la Révolution, saura-t-il élever son œuvre au niveau de ses possibilités ? Il laisse derrière lui un passé lourd de promesses. Léon Blum a renouvelé publiquement l'assurance qu'on ne faillirait pas devant l'œuvre.

Enregistrant la promesse, nous avons demandé les moyens. Les moyens financiers d'abord parce que de ce côté nous avions les plus grands sujets de méfiance.

Elle est renouvelée, redoublée par la réponse.

Pour équilibrer le budget, donner du pain aux chômeurs, assurer par surcroît la liquidation du régime, Léon Blum, le 11 mai, devant le Conseil national de son parti, a découvert : l'emprunt.

Il se révèle à peu près impossible de faire sortir l'argent par emprunt libre. La thésaurisation atteint son maximum d'apreté. Il semble bien que la petite bourgeoisie ne soit pas plus décidée à donner sa confiance à ce gouvernement qu'à un autre. C'est le crédit même de l'Etat qui est en cause. La bourgeoisie attend de la politique une restauration de l'Etat à laquelle est conditionnée une restauration du crédit. La prétention de remettre en circulation les réserves locales en intéressant les créanciers à la direction des travaux, en faisant germer devant eux sur une base régionale l'œuvre qu'ils alimentent de leur argent ne paraît être qu'un leurre dangereux, ou plutôt une de ces solutions faciles dont le leader socialiste partage la recette avec bien d'autres. S'ils parvenaient à ranimer chez les bourgeois une confiance que ni Doumergue, ni Flaudin, n'ont obtenue, nous serions fondés à penser que nos liquidateurs ne sont pas seulement les serveurs inconscients du capital, mais bien ses directeurs naturels.

Or la bourgeoisie laissera faire l'expérience Blum qui la préserve de la Révolution. Mais elle conservera contre elle sa réserve toujours prête de fascisme.

Les politiciens socialistes doivent lui paraître de bien mauvais adversaires. Elle tentera de profiter de cette maladresse. Mais elle n'ira pas jusqu'à la transformer en force par un appui à la hauteur de la confiance que nécessiterait pour l'instant un emprunt massif et généralisé (une vingtaine de milliards pour boucler le budget et démarquer les grands travaux). Car en vérité la bourgeoisie porte autre part ses amours.

On ne peut pas envisager des moyens extra-légaux de retenir le crédit si l'on ne situe pas de plain pied la Révolution révolutionnaire. Forcer l'épargne c'est s'aliéner à jamais sa confiance. Cette constatation renforcerait encore notre position vis-à-vis de tout système réformiste — on ne se sert pas de la confiance ni du pouvoir politique en régime bourgeois — on les sert en leur donnant des gages. Aucun système de restriction de la propriété ne peut résister au grignotage de l'expérience. Il n'y a rien de commun entre la confiance qu'on demande

à la bourgeoisie et l'aide qu'on veut en tirer. Engagé dans l'emprunt, Léon Blum serait victime de l'emprunt. Doublement victime parce que l'augmentation de la dette publique n'est nullement un pas vers sa disparition, et parce que la bourgeoisie ne donne argent que contre privilèges comptants. Une fois stabilisé sur la confiance bourgeoisie, le socialisme ne démarrera plus.

Economiquement et politiquement, c'est un autre socialisme qui devra se substituer au premier pour une poussée de la Révolution prolétarienne. Ce socialisme ne sera pas le prolongement du premier, il en sera la destruction.

Les sains financiers du communisme aspireront-ils à faire jouer ce rôle à leur parti ?

Il s'agirait pour nous qui voulons comprendre le problème en « adversaires objectifs » d'obtenir le financement d'un plan socialiste et l'équilibre du budget non avec l'appui de la bourgeoisie, mais malgré ses attaques. Il devient de plus en plus nécessaire de se passer de la bourgeoisie, car sollicitée de toutes parts, elle fera bientôt sentir le prix et le poids de sa confiance.

Il est bien probable que pour une période indéterminée l'appel à l'épargne ne sera qu'un habile sondage destiné à prendre de temps à autre la température politique des classes moyennes. Trois semaines après la retentissante déclaration de Léon Blum, on n'a plus bien l'air de croire dans les milieux S.F.I.O. aux résultats positifs du système de l'emprunt. La localisation elle-même est un obstacle au système. L'emprunt local, c'est la confiance au plan socialiste ; l'emprunt d'Etat c'est encore la confiance beaucoup moins compromise en l'Etat.

LUCIEN DAURAT.

(Suite en page 3.)

Jeunesse Anarchiste Communiste

Mardi 9 juin à 20 h. 30, 6, rue Lanneau (5^e)

GRANDE REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

LA JEUNESSE ET L'UNION ANARCHISTE ET LE FRONT POPULAIRE.

Orateurs : Altman, Delman, Frémont.

Fraiche émoulee des planches électo-

rales, la nouvelle Chambre est rentrée.

Points d'interrogation. Mystère. Réserve « réactionnaire » pleine de sous-entendus et d'arrière-pensées menaçantes.

Mutisme inquiet du Triplepatte radical devant l'assiette au beurre.

Savantes évolutions de Blum dans les couloirs savonnées du pouvoir bourgeois. Huile d'unanimité sur les eaux, faiblement agitées par la « gauche révolutionnaire » du congrès socialiste.

« Une-deux ! Gauche-droite !... » entrée dans l'hémicycle des 72 députés nacos et de leur 72 serviettes « comité central », pleines de catéchismes staliens et de manuels sur les marques extérieures de respect.

Silence dans les rangs ! Dans leurs travées, les 72 nacos se figent dans un garde-à-vous parlementaire impeccable. Et, durant toute la séance, on n'eût pas entendu dans leurs rangs voler lelor... pardon ! une mouche.

Cette parade muette des communistes fut, à vrai dire, l'attraction de ce début de législature.

Grosse impression dans la tribune de la presse où ces messieurs les journalistes (sic) de toutes les couleurs, travaillaient du porte-plume.

M. Jean Luchaire (de la famille Luchaire, si chère, comme dit l'autre, à la République) écrivait dans la Volonté :

« Les troupes de M. Thorez sont entrées d'un seul jet, se sont assises, ont écouté et sont reparties impassibles. Là encore, l'énigme communiste s'est symboliquement révélée. »

A peu de chose près et romantisme en moins, le ton de M. Jean Luchaire et sa surprise devant le silence des nacos furent ceux de toute la presse apparemment (oh ! très apparemment) déconcertée par un changement d'attitude qu'elle se garde bien d'expliquer à ses lecteurs. Avez-vous remarqué, depuis quinze jours, la discrétion de la grande presse envers les communistes ?

Là où tonnait la vitupération, là où s'épanchaient — vraies ou feintes — la haine et la peur devant l'épouvantail bolchevik, on ne trouve soudain qu'allusion évasives, parenthèses, incidents, au pire une ironie presque gentille.

« Les communistes font du charme » écrivait tout récemment le Temps (des 200 familles).

Mystère ? Enigme ?

Vous voulez rire.

Ce brave M. Sallés, doyen d'âge de la Chambre, qui en cette qualité, vernissait la tribune de la 16^e législature à cette fameuse séance du 1^{er} juin, n'est rien moins qu'un Oedipe. Plutôt Joseph Prudhomme. N'empêche qu'il eût vite fait de la percer à jour.

Ayant évoqué « le temps où les Français ne s'aimaient pas », des querelles intestines des Gaulois (sic) aux journées de mai 1871, ce législateur cheu poursuivit :

« Il est consolant et encourageant de constater que dans la campagne électorale qui vient de se terminer, tous les partis sans exception qui sont représentés sur les bancs de cette assemblée ont fait appel dans les termes les plus pressants et les plus chaleureux à la réconciliation française... »

Français réconciliés, défenseurs de la patrie, de la famille et tout et tout, les 72 nacos ne pouvaient guère, n'est-ce pas, sortir de leur mutisme pour applaudir les belles paroles du père Sallés.

Ils se seraient « brûlés » aux yeux des ouvriers.

Dans l'Humanité, tout de même moins retentissante que le Palais-Bourbon, le national-communisme de 1936 se gêne moins.

« Nous estimons impossible, écrivait le député Gilton dans l'Humanité du 1^{er} juin, une politique QUI, FACE A LA MENACE HITLIERIENNE, RISQUE DE METTRE EN JEU LA SECURITE DE LA FRANCE. »

La voilà bien la muselière — la muselière et le collier — qui tenaient ci à leurs bancs, sous le fouet du misérable Thorez, les 72 chiens de guerre français de l'Etat knoutso-soviétique !

lib

Eugène BIZEAU.



DE LA CLARTÉ

On cherche vainement, dans la longue résolution qui a été votée par le Congrès socialiste, des indications précises sur ce que sera la politique extérieure du nouveau Gouvernement. On est obligé de se contenter de ce vœu que le Cabinet Blum travaille à placer la France au premier rang des nations qui veulent résolument la paix. C'est assez vague, assurément. Et cela ne signifie pas grand chose.

Encore une fois, nous répétons que la distinction entre les nations qui veulent la paix et celles qui ne la veulent pas est fautive et dangereuse. Nous ne posons pas la question préalable : qu'appellez-vous une nation ? Nous faisons seulement remarquer que le mot est équivoque. Quant à savoir si la France, même avec un Gouvernement socialiste, veut la paix, nous avouons notre ignorance. Nous constatons seulement que la classe ouvrière française veut la paix de toute sa volonté, sinon de toute son intelligence. Mais nous constatons aussi que l'impérialisme français, expression du capitalisme français, peut, demain, désirer la guerre, une guerre préventive, une guerre d'assurance, qui le confirme dans ses conquêtes de Versailles. Devant cette volonté contradictoire, que fera le Gouvernement socialiste ? Défendra-t-il la cause de l'impérialisme ou celle du prolétariat ? Peut-il défendre cette dernière ? Ou bien est-il fatalement condamné à mettre tout en œuvre pour sauver l'impérialisme menacé ? Voilà le problème.

Il ne faut pas se laisser de redire ces choses, au moment où la politique communiste a réussi à faire accepter par d'importantes fractions de la classe ouvrière de ce pays la discrimination, dont nous nous plaignons, entre nations pacifiques et nations bellicieuses. Nous croyons même voir un effet de cette pénétration dans le passage de la motion que nous analysons ici. Et nous pouvons craindre du même coup que la politique extérieure du Cabinet Blum ne se resente de cette erreur ou de ce mensonge et qu'il ne soit entraîné, ainsi que le veulent les communistes, à fonder son action sur la S. D. N., celle-ci étant considérée comme une conjonction de puissances propres à confiner l'Allemagne, à la paralyser dans son effort pour rompre le cercle de fer de Versailles.

Or l'Allemagne, celle du peuple, veut aussi résolument la paix que la France. Et il ne peut pas en être autrement. Voilà les deux bouts de la chaîne qu'il faut solidement tenir en main, quand on raisonne sur les contradictions franco-allemandes de l'impérialisme, contradictions fondamentales et indépendantes des formes de gouvernement. Pour oublier ces évidences, la politique socialiste risque de nous conduire droit à de nouveaux conflits avec l'Allemagne, qui se trouvera accusée, une fois de plus, de troubler la paix du monde.

Il ne s'agit pas, ici, de pactiser avec Hitler, de céder à une espèce de chantage à la guerre, de se réfugier dans une attitude peureuse ou geignarde pour, finalement, capituler devant le fait accompli. Il s'agit de prendre conscience des causes profondes de l'anarchisme franco-allemand. Ces causes sont d'ordre économique et il n'a appartenu à Hitler que de leur donner une formulation plus aiguë et plus virulente. Le Gouvernement Blum osera-t-il faire la politique hardie qui consisterait à supprimer ces causes en donnant satisfaction aux revendications allemandes les plus immédiates, à reviser franchement le Traité de Versailles ? Une telle politique (qui n'est pas la nôtre) aurait au moins cet avantage d'aller au plus pressé, de ralentir l'évolution du conflit franco-allemand, d'éviter dans un proche avenir la guerre qui doit normalement en sortir. A chaque jour suffit sa peine et nous aurions été reconnaissants envers un Gouvernement socialiste qui prendrait sur lui de semblables responsabilités.

Il y faudrait beaucoup de courage et de franchise. Et d'abord une explication complète devant le prolétariat français, afin que celui-ci apportât son appui (celui du Front populaire) à un Gouvernement qui verrait se soulever contre lui toutes les forces coalisées de la bourgeoisie. Il faut bien dire que rien n'autorise un pareil espoir. Les justifications de M. Blum ne portent que sur des chimères et il est trop clair que la politique extérieure de la France continue, c'est-à-dire qu'elle reprend les mêmes idées directrices que celle que nous avons connue.

Dès lors, la conduite de la classe ouvrière est parfaitement tracée. Elle ne peut consister que dans la défense de ses intérêts propres, qui sont d'ailleurs les mêmes que ceux de la presque totalité des hommes. Elle doit refuser son concours à une politique d'encercle-

ment de l'Allemagne, même si celle-ci se fonde sur une pseudo Société des Nations. Elle doit dire non à la guerre, à n'importe quelle guerre, de quelque prétexte qu'on la justifie, et travailler, dès maintenant, à transformer celle-ci en révolution libératrice.

LASHORTES.

ESPAGNE

Sous le signe du Front populaire d'Espagne

19 tués, 100 blessés à Yesto

Un crime sanglant vient d'être perpétré à l'actif du Front populaire espagnol, qui prétend favoriser l'expropriation des grands domaines terriens au bénéfice du prolétariat agricole, mais qui se révèle dans l'action farouche défenseur de la propriété ainsi qu'on le constatera plus loin.

Le vendredi 22 mai, 50 ouvriers envahissent une vaste propriété de l'ancien député radical Alfaro qui se trouve à deux kilomètres de Yesto. Immédiatement, ils se mirent à travailler la terre dont ils se proclamèrent propriétaires.

Les autorités locales, après quelque hésitation, chargèrent la garde civile de déloger les « envahisseurs », ce qui fut fait promptement ainsi que l'arrestation de quatorze d'entre eux qui devaient être transférés à la prison centrale.

Dès que la nouvelle de ce transfert fut connue, la population qui sympathisait avec ces détenus, tous gens du pays qui avaient tenté de faire cesser leur commune misère, se portèrent à l'endroit où devait passer le convoi et arrachèrent aux gardes civils les prisonniers qui furent portés en triomphe. Mais le chef du peloton des gardes civils ne l'entend pas ainsi. Il réclame ses prisonniers en braquant son fusil sur la foule qui lui répond par des cris hostiles de colère et de menace.

Les gardes tirent alors les premiers coups de feu en l'air, mais la foule qui défend les siens refuse de se disperser et répond au feu des gardes civils en lançant contre eux les projectiles qui lui tombent sous la main.

C'est alors que la « massacre » commence : repartis sur la mairie, les gardes civils du balcon, des fenêtres, tirent sans arrêt sur cette foule désarmée mais qui défend son droit à la vie contre les mercenaires du capital.

L'héroïsme de la population de Yesto s'est soldé par 19 morts et plus de cent blessés. De nombreuses arrestations ont été opérées et les condamnations vont à nouveau pleuvoir sur les survivants qui avaient cru aux promesses des nouveaux gouvernants espagnols.

Ce dernier crime ne sera pas oublié par le peuple d'Espagne dont les sursauts de révolte marquent une impatience et sa volonté d'en finir avec tous ses endormeurs.

BELGIQUE

Barattini ne peut être livré au fascisme

En 1921, en pleine guerre civile, Adolphe Barattini, membre de la commission exécutive de la Bourse du Travail de Carrara, était assailli par un groupe de fascistes dirigés par le secrétaire Renato Ricci, actuellement ministre fasciste.

Sans mot dire, les fascistes tirèrent divers coups de revolvers et blessèrent Barattini grièvement à la jambe. Après un mois et demi d'hôpital, Barattini, obligé de quitter sa famille, se réfugia chez les parents de sa femme, à Torino, localité située à 2 kilomètres de Carrara.

Le dimanche 10 juillet, les fascistes de la localité, qui avaient reçu l'ordre du fascio de Carrara de se saisir coûte que coûte de Barattini, descendirent sur la place.

Ils trouvèrent Barattini. Le chef des fascistes, un certain Serri, l'appela. Barattini refusa de répondre à l'invitation.

« Fascisti à moi », cria alors la bande, qui se mit à tirer sur Barattini et ses camarades. Ce fut la bagarre.

Un camarade de Barattini, Bonvino, fut tué sur le coup par une balle reçue en plein cœur, tandis qu'un autre camarade, Ludovici, était grièvement blessé, ainsi que d'autres compagnons amis.

Du côté fasciste, un certain Ganapino fut blessé à la jambe. Après cette affaire, personne ne fut arrêté. L'enquête démontra que la responsabilité incombait aux fascistes.

Barattini, dans l'impossibilité de rester à Carrara, s'en alla à Gènes.

Un an après, sa femme lui faisait savoir que ses camarades blessés dans la bagarre du 10 juillet avaient été arrêtés. Barattini était recherché.

Comme il n'avait guère confiance en la justice italienne fasciste, Barattini s'expatria et vint se fixer en France. Nous étions en juillet 1922.

Au mois d'octobre 1922, Barattini reçut de ses parents une lettre l'informant que la cour d'assises de Massa-Carrara l'avait condamné à 30 ans de réclusion pour assassinat de son camarade Bonvino, pour tentative d'assassinat sur Ganapino et pour tentative de meurtre envers deux femmes (il s'agit sans doute de deux femmes blessées accidentellement dans la bagarre).

Douze ans après, en novembre 1934, Barattini est arrêté à Brignoles (Var), sous mandat d'extradition du gouvernement italien.

Après trois mois de prison à Aix-en-Provence, attendu que le gouvernement italien avait négligé d'envoyer les pièces du procès, Barattini est remis en liberté provisoire, mais

obligé de quitter la France dans les huit jours. L'affaire est classée par la chambre des mises en accusation d'Aix-en-Provence. Barattini vient chercher asile en Belgique. Spécialiste dans son métier, il avait trouvé à s'employer et se disposait à faire venir auprès de lui sa femme et ses cinq enfants. La semaine dernière, Barattini me prévenait de la prison de Dinant qu'il venait à nouveau d'être arrêté et, le 12 mai dernier, il m'informait qu'il avait été transféré à la prison de Liège.

A Dinant, on lui a donné copie de l'arrêt de la cour d'assises de Massa.

C'est un beau document de jésuitisme gouvernemental, puisqu'il est dit :

« Le nommé Barattini, en tête d'un groupe de communistes (sic)... au chant du drapeau rouge, se lança à l'assaut du fascio qui justement ce dimanche-là avait inauguré la section de la localité... Dans le local, il y avait quelques fascistes armés seulement d'un vieux pistolet chargé à deux coups. »

« Tu comprends, m'écrivit Barattini, les loups sont devenus des agneaux. »

Telle est la nouvelle infamie qui se trame. Le gouvernement fasciste veut, douze ans après, immoler des victimes sur l'autel de la réaction.

Nous ne pouvons permettre que s'accomplisse l'extradition.

Le délit, encore qu'il soit formulé d'une manière mensongère et hypocrite, est d'ordre essentiellement politique.

Barattini ne peut être livré aux bourreaux. Il faut empêcher son extradition.

Hommes de cœur et de raison, que vos efforts fassent que Barattini soit rendu aux siens et remis en liberté.

HEM DAY.

Quelques précisions nécessaires sur les incidents du Mur

L'Humanité n'est vraiment pas fière de l'attitude des troupes communistes au début du mouvement d'Espagne.

Mais si l'Humanité ne dit mot, pour justifier leur ignoble attitude les dirigeants communistes font circuler dans les cellules leurs habituelles calomnies.

Nous aurions voulu couper le groupe des femmes. Nous aurions même attaqué le service d'ordre à coups de matraques et de canifs plombés. Placé devant leurs responsabilités, les « loups » communistes deviennent des moutons. Malheureusement pour nos Basiles tous les témoins sont unanimes pour condamner la provocation bolchevique.

Je dois tout de suite indiquer que nous ne pouvons et ne devons pas nous réjouir de la soulevée l'indignation de tous ceux qui pensent encore librement dans notre pays. Les « Hommes du jour », « La Patrie Humaine » ont protesté.

L'Entente des Jeunes socialistes a envoyé une délégation au meeting de vendredi dernier pour s'associer à notre protestation, qui a donné lecture de la déclaration suivante :

Camarades, L'entente des J. S. de la Seine m'a délégué ce soir pour exprimer son sentiment sur les brutalités dont vous avez été victimes et aussi et surtout pour développer sa plate-forme politique devant vous et répondre aux exposés de vos représentants.

Je dois tout de suite indiquer que nous ne pouvons et ne devons pas nous réjouir de la soulevée l'indignation de tous ceux qui pensent encore librement dans notre pays. Les « Hommes du jour », « La Patrie Humaine » ont protesté.

Les hommes de gauche qui exercent le pouvoir actuellement caressent le secret espoir de jouer leur Hitler ou Mussolini, mais ce sont des troupes qui leur manquent.

Gil Robles tient encore ses troupes et un homme de gauche ne peut guère avoir sa chance. En cas de rupture brutale entre les républicains et la classe ouvrière de tendance réformatrice, il est à craindre que les républicains ne subissent le sort de Lerroux, qui a succombé dans la lutte avec Gil Robles, car ce dernier (c'est-à-dire les réformatrices) entend exercer le pouvoir et non jouer le rôle de second.

Les « hommes politiques » de gauche se rendent compte de cette situation, ce qui les fait hésiter et aggrave encore la crise. Il est certain qu'une « évolution » retentissante clarifierait vite la situation et pousserait à l'extrême-gauche les masses qui suivent encore les réformatrices et leurs fidèles serviteurs les communistes.

Nous assistons ici au même processus de polarisation de forces sociales vers les deux extrêmes : l'extrême-droite fasciste et cléricale et l'extrême-gauche anarchiste et socialiste. Ce processus gêne les hommes au pouvoir, qui se sentent chaque jour écrasés entre ces deux formidables blocs. Ceci explique aussi leur mauvaise humeur et les menaces qu'ils adressent quotidiennement à la C. N. T. et à la F. A. I.

L'avenir est incertain et nul ne peut dire comment la crise se résoudra. Les deux puissantes organisations prolétariennes et révolutionnaires, la F. A. I. et la C. N. T., sont profondément enracinées dans le pays et leurs effectifs croissent actuellement à vue d'œil. C'est un formidable pôle d'attraction pour les masses populaires. Elles ne cachent pas leur but : renverser le régime capitaliste. Pour elles, c'est une nécessité vitale et une grande partie du peuple espagnol les comprend et les suit.

S'il n'y avait que les forces de droite et des républicains au pouvoir, le régime capitaliste en Espagne eût été depuis longtemps jeté à terre. Aucune force réactionnaire ou bourgeoise ne saurait résister à la pression gigantesque de la C. N. T. et de la F. A. I.

C'est l'attitude des chefs réformatrices marxistes qui empêche de bouleversement de se réaliser. Les ouvriers qui gravitent autour du pôle marxiste sont extrêmement troublés, depuis les événements d'octobre 1934, où leur chef Largo Caballero se montra au-dessous de sa tâche. Je reviendrai sur l'état psychologique des masses après les massacres dans les Asturies et les conséquences imprévues de la mise hors la loi de l'U. G. T. Je me contenterai pour l'instant d'étudier les forces du mouvement marxiste et l'évolution probable de la masse qu'il représente.

LA CRISE ESPAGNOLE

La situation politique en Espagne est extrêmement confuse. Cette confusion provient surtout de l'équivoque sur lequel est bâti cette étrange République des travailleurs.

J'ai dit dans un précédent papier, qu'en dehors de la classe ouvrière la République ne trouve pas un appui sérieux.

Ceci n'empêche pas les politiciens petits bourgeois, obscurs, avocats sans clientèle ou vagues célébrités de village, de vouloir jouer leur rôle « de grands hommes d'Etat ». L'importance numérique de différents groupes de gauche de correspond nullement à leur influence dans le pays.

Ainsi le groupe Azana dispose de 80 mandats, grâce à la combinaison électorale « Front populaire ». Affrontant seul les élections, le groupe Azana pouvait compter au plus sur une dizaine de députés. Le groupe Martinez Barrio, qui détient la présidence des Cortès est encore plus insignifiant. Allant seul aux élections, Barrio n'aurait pas même en cinq députés. Les seize députés communistes représentent plutôt l'effort financier de Staline qu'un secteur quelconque dans le mouvement ouvrier.

La seule force réelle de gauche parlementairement parlant est le parti socialiste et surtout l'Union Générale de Travailleurs (U. G. T.), centrale syndicale réformatrice. Ce sont les voix des travailleurs socialistes qui ont permis aux politiciens de gauche d'avoir des groupes importants au Parlement.

Au point de vue politique et social, le Front populaire en Espagne repose sur la même duplicité et le même mensonge. Voici bientôt quatre mois que ce bizarre « Front populaire » est au pouvoir et on attend toujours le commencement d'application de son programme. On vit toujours sous l'état d'alarme. Les prisonniers politiques sont sortis de leurs geôles grâce à l'action directe.

Les prisons de Gijon et Bilbao ont été brûlées par les prisonniers et le peuple accouru de l'extérieur. Les versions fantaisistes de l'Humanité sur le rôle de la faim, « La Pasionaria », député communiste, sont de pure invention. Cette dernière a essayé d'empêcher le peuple, à Gijon, mais personne ne l'a écoutée et les prisonniers politiques et de droit commun ont quitté la prison en flammes.

Les émeutes ont éclaté dans toutes les prisons, ce qui a obligé le gouvernement Azana à précipiter la libération des détenus politiques.

Mais revenons sur la situation politique actuelle. Les forces de droite et du centre sont également dispersées. Le groupe le plus puissant de la droite, qui représente Gil Robles traverse une grave crise. Les éléments les plus actifs rejoignent les fascistes de Primo de Rivera. Gil Robles cherche à adopter une politique plus adéquate avec les aspirations de la petite bourgeoisie, mais ses commanditaires n'entendent pas verser de l'argent pour soutenir d'autre cause que la leur. L'état-major de Gil Robles traverse une crise profonde qui peut aboutir à un nouveau regroupement des forces de droite. Il se peut que les puissances d'argent cherchent à s'assurer le concours d'un homme représentatif avec phraséologie de gauche, pour pouvoir mieux noyer dans la confusion le poisson.

Les hommes de gauche qui exercent le pouvoir actuellement caressent le secret espoir de jouer leur Hitler ou Mussolini, mais ce sont des troupes qui leur manquent.

Gil Robles tient encore ses troupes et un homme de gauche ne peut guère avoir sa chance. En cas de rupture brutale entre les républicains et la classe ouvrière de tendance réformatrice, il est à craindre que les républicains ne subissent le sort de Lerroux, qui a succombé dans la lutte avec Gil Robles, car ce dernier (c'est-à-dire les réformatrices) entend exercer le pouvoir et non jouer le rôle de second.

Les « hommes politiques » de gauche se rendent compte de cette situation, ce qui les fait hésiter et aggrave encore la crise. Il est certain qu'une « évolution » retentissante clarifierait vite la situation et pousserait à l'extrême-gauche les masses qui suivent encore les réformatrices et leurs fidèles serviteurs les communistes.

Nous assistons ici au même processus de polarisation de forces sociales vers les deux extrêmes : l'extrême-droite fasciste et cléricale et l'extrême-gauche anarchiste et socialiste. Ce processus gêne les hommes au pouvoir, qui se sentent chaque jour écrasés entre ces deux formidables blocs. Ceci explique aussi leur mauvaise humeur et les menaces qu'ils adressent quotidiennement à la C. N. T. et à la F. A. I.

L'avenir est incertain et nul ne peut dire comment la crise se résoudra. Les deux puissantes organisations prolétariennes et révolutionnaires, la F. A. I. et la C. N. T., sont profondément enracinées dans le pays et leurs effectifs croissent actuellement à vue d'œil. C'est un formidable pôle d'attraction pour les masses populaires. Elles ne cachent pas leur but : renverser le régime capitaliste. Pour elles, c'est une nécessité vitale et une grande partie du peuple espagnol les comprend et les suit.

S'il n'y avait que les forces de droite et des républicains au pouvoir, le régime capitaliste en Espagne eût été depuis longtemps jeté à terre. Aucune force réactionnaire ou bourgeoise ne saurait résister à la pression gigantesque de la C. N. T. et de la F. A. I.

C'est l'attitude des chefs réformatrices marxistes qui empêche de bouleversement de se réaliser. Les ouvriers qui gravitent autour du pôle marxiste sont extrêmement troublés, depuis les événements d'octobre 1934, où leur chef Largo Caballero se montra au-dessous de sa tâche. Je reviendrai sur l'état psychologique des masses après les massacres dans les Asturies et les conséquences imprévues de la mise hors la loi de l'U. G. T. Je me contenterai pour l'instant d'étudier les forces du mouvement marxiste et l'évolution probable de la masse qu'il représente.

Le parti stalinien

Le parti communiste espagnol, contrairement aux partis dans les autres pays, n'est pas né sous l'impulsion de l'enthousiasme révolutionnaire provoqué par la Révolution d'octobre. Le bolchevisme et ses méthodes jésuitiques ont été dénoncés à temps par les libertaires et les sociaux démocrates. L'Es-

pagne aime la liberté et les théories du chef suprême trouvent peu de crédit auprès des travailleurs. Cet état d'esprit obligea les dirigeants de Moscou à recourir aux services des éléments dans le genre des fameux « chefs » Andreas Nin, Maurin, Balbotin. Malgré l'effort financier considérable, le parti espagnol ne dépassa que de peu les cadres des bureaucraties rétribuées. Le vent des différentes oppositions emporta dans toutes les directions les faibles effectifs que des bureaucraties zélées avaient réussi à recruter. Le nombre des fractions, groupes, sous-groupes du genre troz-kiste, etc. est considérable. L'influence de ces groupes dans le mouvement ouvrier est nulle. Les « chefs » se mangent entre eux. Leurs discussions sur la « petite résolution », les décisions inappliquées du quatrième congrès et d'autres balivernes laissent le prolétaire espagnol parfaitement froid. Ces groupes manquent totalement d'originalité. On peut les trouver à Santiago-du-Chili ou à Changhaï, ils ne méritent pas que l'on s'occupe d'eux.

Le parti officiel, après avoir changé plusieurs fois de direction et subi toutes les vicissitudes du parti russe, se trouve actuellement sous la direction de Diaz et soutient les gouvernements issus du Front populaire. Son influence est très restreinte. Il ne peut guère remplir une salle moyenne à Madrid, où il compte le plus d'adhérents. On sait que, dans les Cortès précédentes, le P. C. avait un seul député qui était élu d'ailleurs à l'aide des voix radicales. Les adhérents du P. C. se recrutent surtout dans les milieux de la petite bourgeoisie. Les jeunes gens soucieux de leur avenir jouent la carte stalinienne. Avec un peu d'effort, on peut devenir « chef », car en Espagne toutes les voies sont ouvertes dans cette direction. On peut gagner de l'argent aussi. Ceci n'a pas échappé à l'attention de Margarite Nelken, venue d'Allemagne après l'exode juif provoqué par Hitler ; elle est espagnole et socialiste de fraîche date, c'est-à-dire après la proclamation de la République. Son mari, un homme d'affaires averti, est le grand distributeur des fonds staliens en Espagne. Bien que député socialiste, Margarite Nelken s'occupe de la distribution des fonds dans le milieu ouvrier. Elle tient la caisse du Secours Rouge International. Un livre récemment édité présente au public son sourire commercial et son écart de femme d'affaires véreuses. L'avenir nous dira combien son règne éphémère durera. Pour l'instant, elle tient la vedette sur toutes les affiches communistes et elle ne manque pas. La pauvre « Pasionaria » tant gonflée par l'Humanité est reléguée au second plan.

La propagande communiste s'infiltre surtout dans les rangs du parti socialiste.

Le secteur anarchiste et syndicaliste lui reste inaccessible.

Dernièrement les staliens ont fait une opération stratégique de tout premier ordre. La jeunesse communiste, qui ne comptait que très peu d'adhérents, a fait l'unité avec la jeunesse socialiste, organisation numériquement aussi forte que les jeunes socialistes. La jeunesse socialiste est de tendance révolutionnaire et aime les parades à poings levés. Que deviendra-t-elle sous la direction stalinienne ? Les staliens occupent déjà, par les moyens bien connus — phraséologie révolutionnaire, honneurs, places grassement rétribuées, voyages en U.R.S.S. — les postes dirigeants. Un hebdomadaire, *Juventud*, répand en Espagne les bienfaits du stalinisme.

Les bureaux de la jeunesse sont luxueusement installés, mais les portes sont bien gardées. Les pauvres bureaucraties, promues au titre de chefs révolutionnaires, ont peur d'attentats fascistes. Le contraste avec les locaux anarchistes est frappant ; on pénètre librement tant au siège de la C. N. T. que dans les dix-sept aleneo-libertaires que compte Madrid. Les fascistes ne se hasardent pas dans les locaux anarchistes, car ils savent ce qui les attend s'ils essaient de commettre un attentat ou de moucharder.

Charles Robert.

(A suivre.)

Les membres de la L. I. A. P. S. présents à la réunion de vendredi 29 mai votent à l'unanimité un blâme aux organisateurs responsables, qui le jour de l'anniversaire de la commune au Mur des Fédérés, tolèrent que des énergumènes, se réclamant Front Populaire, frappent nos amis pacifistes et sympathisants et dispersent les membres de l'Union Anarchiste qui assistaient à la manifestation.

La Section d'Aimargues approuve et félicite le camarade Maurice Drouot pour son compte rendu sur la P. H. du 29 mai et est heureuse de faire connaître aux pacifistes et lecteurs du journal que le Comité Eliacin Vezian a reçu les sommes suivantes : 1^{er} mai à Aimargues : 291 fr. ; Gallargues, le 9 mai, 170 fr. ; Vergèze, le 23 mai, 30 50. Liste Reboul, 51 fr. Liste Cri-Cri, 115 fr. M. D., 50 fr. Total : 707 fr. 50.

Dépenses totales : 85 fr. Différence : 622 fr. 50 au 31 mai 1936.

De plus, ce Comité insiste auprès des camarades pour que le plus grand nombre répondent péroramment pour notre camarade Vezian.

Le secrétaire de la L. I. A. P. S. ;

André Paret.

Le Trésorier : Chateiller Abel, du Groupe d'E. Sociale, Grand-Rue, à Aimargues.

LA VOIX DE PROVINCE

AIMARGUES

Les membres de la L. I. A. P. S. présents à la réunion de vendredi 29 mai votent à l'unanimité un blâme aux organisateurs responsables, qui le jour de l'anniversaire de la commune au Mur des Fédérés, tolèrent que des énergumènes, se réclamant Front Populaire, frappent nos amis pacifistes et sympathisants et dispersent les membres de l'Union Anarchiste qui assistaient à la manifestation.

La Section d'Aimargues approuve et félicite le camarade Maurice Drouot pour son compte rendu sur la P. H. du 29 mai et est heureuse de faire connaître aux pacifistes et lecteurs du journal que le Comité Eliacin Vezian a reçu les sommes suivantes : 1^{er} mai à Aimargues : 291 fr. ; Gallargues, le 9 mai, 170 fr. ; Vergèze, le 23 mai, 30 50. Liste Reboul, 51 fr. Liste Cri-Cri, 115 fr. M. D., 50 fr. Total : 707 fr. 50.

Dépenses totales : 85 fr. Différence : 622 fr. 50 au 31 mai 1936.

De plus, ce Comité insiste auprès des camarades pour que le plus grand nombre répondent péroramment pour notre camarade Vezian.

Le secrétaire de la L. I. A. P. S. ;

André Paret.

Le Trésorier : Chateiller Abel, du Groupe d'E. Sociale, Grand-Rue, à Aimargues.

LYON

A tous les camarades Lyonnais

Camarades, vous devez adhérer à l'Union Anarchiste.

Sans cotisations régulières, une organisation ne peut pas vivre et sans organisation il est impossible de faire de la propagande coordonnée. Vous avez tous lu le dernier manifeste de l'U. A., il est rédigé de telle façon qu'il ne peut blesser les susceptibilités de personne. D'autre part, la Fédération communiste libertaire ayant fusionné avec notre organisation, la place de tous les anarchistes-communistes est à l'U. A.

Camarades, pour lutter contre les partis politiques, il nous faut nous unir dans des groupes et des fédérations puissantes, recevant régulièrement l'argent indispensable à toute propagande.

Les camarades désirant adhérer à l'U. A. sont priés de s'adresser, les 1^{er} et 3^e vendredis de chaque mois à l'Unitaire, 129, rue Boileau, au camarade Lavorel qui tiendra les cartes 1936 à leur disposition.

Maurice Lavorel.

